



# Élections 2019. Pourquoi ce manque d'euphorie?

Le taux de participation aux législatives européennes est souvent faible, car la démocratie n'est pas le fort de Bruxelles, explique cet essayiste. Pour mobiliser l'électorat, il faut donc éviter l'anathème et ouvrir le débat.

— Cicero Berlin

**A** la fin du mois de mai, les citoyens de l'Union éliront un nouveau Parlement. Bien qu'elle soit présentée comme un tournant historique, cette élection ne soulève guère d'enthousiasme. Comment expliquer ce désintérêt? Il est en premier lieu l'expression du bon sens, car il y a de bonnes raisons à cette absence d'"euphorie". De fait, les structures européennes n'ont pas été conçues pour inciter les gens à s'impliquer avec passion dans la politique de l'Union. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'histoire de l'unité européenne repose sur un objectif : empêcher la guerre et le nationalisme, grâce à une coopération au plus haut niveau. Pour ce faire, on a doté les représentants des États membres d'un espace de négociation supranational, un espace qui n'est pas soumis directement au contrôle démocratique des électeurs nationaux.

Cet échelon supranational n'a pas été pensé comme un contre-poids à l'assise démocratique des politiques nationales, mais plutôt comme un complément à celle-ci. L'objectif était de simplifier l'action communautaire. Or le sentiment qui n'a pas tardé à s'imposer est que la politique européenne est en quelque sorte soustraite à l'électeur – le peuple souverain –, ce qui lui confère une plus grande marge de manœuvre. Il est apparu qu'invoquer l'Europe permettait de faire adopter des mesures politiques qui, sinon, auraient eu du mal à passer auprès des électeurs. Ainsi, la faiblesse politique des élites nationales et leur méfiance à l'endroit de leurs électeurs respectifs ont conduit les politiques nationales à se "bruxelliser" et à se pratiquer de plus en plus souvent par le truchement des règlements européens.

Et c'est bien commode : on peut ainsi échafauder une politique sans avoir à fédérer une majorité, on parvient généralement à imposer ses vues et, pour couronner le tout, on fait porter le chapeau à Bruxelles – où personne ne se sent responsable de rien. Ce rituel politique imprègne la culture politique en Europe, ce qui a pour effet d'affaiblir la légitimité de la démocratie parlementaire, les citoyens ayant de plus en plus l'impression que leurs choix électoraux restent lettre morte dans de nombreux domaines, puisque c'est de toute manière Bruxelles qui décide – une impression que confortent régulièrement les classes politiques nationales. À l'échelon européen, la coopération croissante entre les élites nationales a d'autant plus permis de stabiliser l'Union que les gens s'en sont détournés. Ce n'est donc pas un hasard si la politique européenne a aujourd'hui la réputation d'être hors-sol, donnant au mieux matière à faire de beaux discours, mais surtout de pondre des prescriptions alambiquées et des règlements insupportables.

Le déficit démocratique de l'Union dont il est tant question n'est donc pas un effet collatéral ni un raté de l'unité européenne. L'idée que l'Europe est d'abord et avant tout le projet des gouvernements est au cœur même de

l'ensemble du processus. Ce qui a permis d'empêcher, des années durant, le divorce définitif entre le peuple et la politique, c'est, surtout à l'époque de la guerre froide, l'idée fédératrice d'une Europe unie et pacifiée, présentée comme le fil rouge du processus d'unification. Si cette idée est restée vague et n'a guère trouvé d'application pratique, elle n'en a pas moins été perçue comme intouchable. La relégation au second plan des considérations et des politiques nationales au profit d'une coopération supranationale au service de la paix et de la prospérité est ainsi devenue le credo de l'Europe de l'Ouest.

**Décalage Est-Ouest.** Les choses ont changé avec la dissolution du pacte de Varsovie et l'ambition des pays d'Europe de l'Est d'intégrer cette Europe unie et prospère.

Tandis que les sociétés d'Europe occidentale s'accordaient à mettre leurs nationalismes en sourdine et à privilégier la coopération européenne, l'idée a eu plus de mal à s'imposer dans les pays de l'Est : si le désir de rapprochement avec l'Ouest était vif, la victoire sur le socialisme, qui venait d'être remportée de haute lutte, n'était pas uniquement vécue comme un retour de la souveraineté politique, mais aussi comme un retour de l'identité nationale. Ce sentiment était même si fort que, dans certains pays d'Europe de l'Est, une partie des élites a tenté de rester au pouvoir en jouant la carte nationaliste – avec des conséquences pour partie désastreuses, comme en témoigne aujourd'hui la situation dans les Balkans. Pendant que les sociétés d'Europe de l'Ouest se cramponnent toujours à leur credo – circonscrire le nationalisme –, les sociétés d'Europe de l'Est s'accrochent à la défense et au développement de leur souveraineté nationale. C'est là la cause première des tensions politiques que l'on voit clairement monter en Europe en ce moment.

Aujourd'hui, l'Europe est montrée du doigt dès qu'une décision est prise sans que les citoyens puissent ou doivent y participer. L'Union européenne est jugée hors-sol et, en filigrane, antidémocratique. Le fait qu'il existe

un Parlement européen et que des élections se tiennent prochainement n'y change pas grand-chose. Car les fonctions centrales d'une assemblée législative – l'élection, le contrôle politique et, le cas échéant, la révocation d'un gouvernement – ne sont pas toutes réunies. Par ailleurs, la plupart des Européens n'ont pas de conscience politique commune qui puisse les

**Ne pouvant soulever l'enthousiasme, les politiques attisent la peur de l'éclatement.**

amener à se considérer comme le fondement de l'ordre démocratique européen. Comment le pourraient-ils d'ailleurs, quand l'Europe fait si peu de cas de la question de la participation démocratique? De fait, même dans les pays les plus europhiles, les législatives européennes ont surtout valeur de sondage d'opinion national et servent à recaser au Parlement européen des personnalités grillées ou en situation d'échec.

Faute de pouvoir aisément soulever l'enthousiasme pour la politique européenne, les politiques ont choisi de faire l'inverse : ils attisent la peur d'un éclatement de l'Union. Pour ce faire, ils ciblent des ennemis non extérieurs mais intérieurs,



**Le déficit démocratique de l'Union n'est ni un effet collatéral ni un raté de l'unité.**

↳ Dessin de Tom paru dans Trouw, Amsterdam.

auxquels ils reprochent d'instrumentaliser la démocratie contre l'Union et le projet européen. Les élections législatives à venir sont présentées comme la lutte finale entre les démocrates proeuropéens convaincus d'un côté et les populistes rétrogrades de tous les pays, europhobes et antidémocratiques, de l'autre. Ce qui leur permet au moins d'attirer l'attention sur le scrutin. Seulement voilà, ce n'est pas ainsi qu'on crée les conditions d'un nouveau démocratique.

**Liberté d'opinion.** La démocratie repose sur une certaine conception du citoyen, sur la confiance dans l'individu, la liberté et la responsabilité des politiques devant les électeurs. Or les Européens ont du mal à retrouver ces valeurs dans l'Union. C'est pourquoi les défenseurs de l'UE reprennent à leur compte l'intolérance catéchisée à Bruxelles et dans les capitales européennes à l'égard des déviationnistes politiques. L'existence d'opinions divergentes est pourtant la condition sine qua non d'une démocratie vivante et pertinente. Quand on traite la quasi-totalité des détracteurs de l'Union de "*populistes*" (comme les "gilets jaunes" en France et les eurosceptiques en Autriche, en Pologne, en Scandinavie, en Italie et en Hongrie) ou d'"*imbéciles*" (surtout en Grande-Bretagne et en Italie), on ne réduit pas seulement le champ d'action des ennemis supposés de la démocratie, mais aussi, paradoxalement, celui des démocrates. Ce qui conduit à crispier encore davantage les "démocrates européens" face à ceux qui pensent différemment – et à discréditer encore plus les institutions européennes.

Il serait bon que l'Europe tienne, fin mai, des élections dignes de ce nom. Mais, pour y parvenir, elle devrait se recentrer sur le cœur démocratique du projet européen. L'hystérie, l'alarmisme et la peur sont mauvais conseillers. Cela vaut précisément pour le débat d'idées. Sans divergences d'opinions, il ne peut y avoir de liberté d'opinion – ni de démocratie. Mais il demeure une lueur d'espoir : car la victoire de la démocratie ne se décide pas le jour de l'élection, mais dans la période qui suit.

—**Matthias Heitmann**

*Publié le 31 mars*